

5843

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE
PMP-SA



ATELIER DE RECENTRAGE / REPROGRAMMATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2002
DU PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE (PMPSA)
(Ouagadougou, 26 au 28 février 2002)

COMPTE RENDU

février 2002

SECRETARIAT EXECUTIF : 03 BP 7049 Ouagadougou 03 BURKINA FASO. Tél. (226) 37 41 25/26 - Fax (226) 37 41 32 E-Mail : cilss@fasonet.bf - Web : www.cilss.org
CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET : BP 11011 Niamey, NIGER. Tél (227) 73 31 16 / 73 24 36 Fax : (227) 73 24 35 Email : admin@sahel.agrhymet.ne Web : www.agrhymet.ne
INSTITUT DU SAHEL : BP 1530 Bamako, MALI. Tél : (227) 22 21 48 / 23 02 37 Fax : (223) 22 23 37 / 22 59 80 Email : ceesay@insahdir.insah.ml

INTRODUCTION

Du 26 au 28 février 2002, s'est tenu dans la salle de réunion de l'Hôtel AMISO à Ouagadougou, l'atelier de recentrage des activités 2002 du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMPSA). Ont pris part à cet atelier, les cadres du PMPSA et PMPGRN, le Responsable du Centre de Gestion, les Assistants Techniques de la MA-CILSS, de la MIFRAC, de l'ACDI et de la Commission Européenne (cf. liste des participants en annexe).

L'atelier a été animé par Monsieur Herman GRELL de la Mission Allemande d'Appui au CILSS assisté de Madame Mélanie GNANOU. Monsieur Rasmané OUEDRAOGO, Expert a assuré le secrétariat.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Braoussala BLAMSIA, Conseiller Technique en Planification représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS.

1- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Cet atelier de recentrage avait été sollicité par le Responsable du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire et fortement appuyé par le Secrétaire Exécutif pour compléter le processus de planification démarré à la suite de la réunion de concertation SP/CONACILSS et PMP tenue à Bamako en Août 2001. Cette concertation avait recommandé l'élaboration d'un plan d'opération 2002 réduit pour permettre aux experts des PMP de consacrer le temps nécessaire à la conduite du processus de programmation du plan triennal 2003-2005 basé sur le programme quinquennal 2003-2007 attendu du schéma d'opérationnalisation du CSSA.

Trois orientations essentielles avaient été données pour sélectionner les activités 2002 du PMPSA :

- Considérer 2002 comme une année transitoire entre les périodes triennales 1999-2001 et 2003-2005 ;
- Élaborer un programme de travail 2002 réduit pour tenir compte du temps à consacrer à l'appui technique qu'attendent les pays membres dans le cadre de l'opérationnalisation du CSSA ;
- Retenir trois types d'activités (les activités à finaliser en 2002, les activités retenues par le CSSA et les activités disposant déjà de financement sûr).

De ce point de vue, le PMPSA avait déjà fourni des efforts pour limiter les activités, notamment au regard des ressources humaines disponibles et de la nécessité de voir tous les experts participer pleinement à l'élaboration de la stratégie régionale de sécurité alimentaire à l'horizon 2015, des stratégies nationales et du programme quinquennal 2003-2007.

Toutefois, un recentrage plus prononcé avait été rendu nécessaire suite aux débats qui ont eu lieu au CTG 2000 sur la pertinence de certaines activités, notamment les préoccupations exprimées par les partenaires dans leur aide mémoire.

D'autre part, le canevas de présentation des activités annuelles et des résultats attendus ne permettait pas d'appréhender de manière objective le chemin parcouru par rapport au point de départ à savoir l'année 1 du plan triennal. Il a été également constaté des difficultés de lecture des activités annuelles proposées qui, dans la logique de la programmation triennale glissante, ne sont que les prévisions faites à partir des activités principales contenues dans le plan triennal.

2- OBJET

L'atelier avait pour objet de parvenir à un consensus sur les activités et prestations prioritaires du PMPSA et les effets (et impact attendus). Par conséquent, un Plan d'Opération 2002 détaillé était le produit attendu.

Aussi, les points ci-dessous étaient inscrits à l'ordre du jour :

- a. Définition des critères de sélection/ priorisation des activités ;

- b. Appréciation des activités selon la séquence des critères choisis;
- c. Révision de la programmation des activités 2002 ;
- d. Mise en cohérence de la nouvelle programmation ;
- e. Appréciation de l'atelier et clôture.

3- DEROULEMENT DES TRAVAUX

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les interventions de Messieurs Braoussala BLAMSIA et Dramane COULIBALY, respectivement Conseiller Technique en Planification, représentant le Secrétaire Exécutif, et Responsable du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire.

Dans son mot d'ouverture, Monsieur BLAMSIA a souhaité la bienvenue aux participants, exhorté les uns et les autres à une réflexion approfondie et responsables des points inscrits à l'ordre du jour. Il a réaffirmé la disponibilité et l'appui du Secrétariat Exécutif à la mise en œuvre des conclusions de l'atelier.

Monsieur COULIBALY a, dans son mot introductif, indiqué qu'il s'agit de recentrer les activités du programme de travail 2002 conformément aux recommandations du dernier CTG en tenant compte des préoccupations réelles des États et des partenaires et des ressources disponibles (humaines, matérielles et financières). C'est le début d'un processus de réflexion globale et dynamique a-t-il conclu.

Les travaux se sont déroulés en plénière et en groupe. Les points sur la définition des critères de sélection/priorisation des activités et l'appréciation des activités selon la séquence des critères choisis ont été effectués en plénière, tandis que la révision de la programmation des activités 2002 a été réalisée en travaux de groupe. La mise en cohérence de la nouvelle programmation prévue en plénière n'a pu se tenir par insuffisance de temps.

Les travaux débutaient à 8 H 00 et prenaient fin à 15 H 30.

4- PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CONCLUSIONS

☒ DÉFINITION DES CRITÈRES DE SÉLECTION/DE PRIORISATION DES ACTIVITÉS

Les critères de pertinence retenus sont :

- **Cohérence** avec le mandat du CILSS et d'autres références juridiques internationales ;
- **Répondre à la demande, aux préoccupations et besoins des États et des acteurs;**
- **Relations avec des processus porteurs** en cours (et impacts environnementaux, sociaux, économiques, ...);
- **Capacité d'influence** sur les décisions politiques, sur le cours des événements ;
- **Subsidiarité/Avantage comparatif** par rapport au PMPSA, aux institutions spécialisées (INSAH, AGRHYMET) ainsi qu'aux pays partenaires et d'autres institutions sous-régionales et internationales ;
- **Pérennité** assurée par les utilisateurs des prestations du CILSS.

Les critères de mise en œuvre retenus sont :

- **Cohérence** avec les conventions de financement signées avec les partenaires de coopération et **pilotage intégré** ;
- **Disponibilité** des ressources financières et humaines (temps et compétences) ;
- **Relations avec des processus porteurs** en cours (et impacts environnementaux, sociaux, économiques, ...) (pm) ;
- **Pérennité** assurée par les utilisateurs des prestations du CILSS (pm).

☒ APPRÉCIATION DES ACTIVITÉS SELON LA SÉQUENCE DES CRITÈRES CHOISIS

⇒ **Examen des résultats attendus :**

En observation générale, il a été reconnu que les résultats tels que formulés sont souvent hors de notre portée. Partant, la nécessité de revoir la formulation (ré formuler) des résultats, lors des prochaines sessions de programmation, pour les rapprocher plus de nos possibilités en gardant à l'esprit que nous sommes comptables des résultats annoncés s'impose. Il s'agit d'être plus réaliste, pragmatique, opérationnel (seule la formulation du résultat du PREGEC répond au mieux).

⇒ **Analyse proprement dite des activités principales:**

A11 : Élaborer et proposer des programmes d'investissement prioritaires dans les domaines de la Maîtrise de l'Eau, de la Fertilité des Sols, de la Pêche et du Développement des Productions Animales

A l'analyse, il ressort que l'activité est pertinente et justifiée mais qu'elle doit tenir compte du principe de la « subsidiarité » dans l'élaboration des « PIP », du cadre temporel pour la formulation des résultats, de l'absence de ressources humaines présentement pour mener cette activité (ressource attendue en avril 2002). Il a été également convenu de dégager des sous priorités, d'adopter une démarche/approche spécifique pour chaque sous activité et de revoir et préciser les activités.

A12 : Élaborer, proposer et valider une stratégie plus adaptée du financement de l'agriculture

Après examen, il a été décidé de revoir la formulation de l'activité car trop vaste et globale, de la clôturer et de la transférer d'ici fin 2002 à une structure plus indiquée. La capacité d'influence limitée de l'activité a été reconnue.

A13 : Appui au processus d'opérationnalisation du CSSA

Le CSSA dépassant les compétences du CILSS, il est nécessaire que le CILSS fasse prévaloir l'approche programme et développe des stratégies pour plus de synergie, de complémentarité avec les autres OIG.

A21 : Proposer des outils de rapprochement/harmonisation des politiques agricoles et agroalimentaires nationales

On note des problèmes d'échelle, de précision sur les termes et les notions, mais aussi du respect du principe de « subsidiarité ou avantage comparatif » par exemple à l'UEMOA. Aussi, une reformulation de l'activité s'impose (ex : Observatoire de suivi des politiques agricoles appliquées).

A22 : Réduire les entraves au bon fonctionnement des marchés nationaux à l'intégration des marchés régionaux

A l'analyse, l'activité principale doit consister à rechercher les informations et les porter à la connaissance des différents acteurs. Il faut respecter le principe de la « subsidiarité » en laissant la mise en œuvre des plans d'action notamment nationaux à d'autres acteurs. Il faut également être précis dans la formulation des activités (ex : Appuyer et suivre la mise en œuvre des plans d'actions), clarifier l'avantage comparatif dans la reformulation et la position claire du CILSS mais adapté aux pays membres.

A23 : Appuyer et accompagner les opportunités d'affaires à l'échelle régionale

Il est indispensable de reformuler/clarifier l'activité principale, préciser l'intérêt du CILSS et de retenir qu'il s'agit d'appuis techniques exclusivement. Quand au Projet « Marchés Frontaliers », une meilleure intégration au Plan triennal et une meilleure valorisation de l'apport de tous les partenaires s'avèrent nécessaires. Il doit être clôturé en 2002 suivant un plan de capitalisation et de marketing.

A31 : Capitaliser et valoriser les acquis du PROCELOS

Cette activité est à clôturer et transférer cette année. Le problème de disponibilité de ressources financières et la nécessité de reformulation de l'activité principale ont été reconnus. Il a également été accepté, le principe de rationaliser et restructurer les dispositifs nationaux du PMPSA et de traiter cette question au niveau de la coordination. Il y a eu quelques interrogations qui ont porté, entre autres, sur la plus value du régional, les relations avec les processus porteurs, l'état de la demande pour le BAA Régional de sa pérennité .

A32 : Développer et/ou renforcer les capacités entrepreneuriales des acteurs du secteur de la transformation des produits agroalimentaires

Il a été reconnu que les efforts du CILSS sur la question ces dix dernières années, a produit des résultats visibles et encourageants mais les activités actuelles ne semblent pas être en phase avec les processus porteurs. Il est, par conséquent, suggéré d'orienter la réflexion vers des dynamiques porteuses : améliorer la salubrité des aliments, sécurité sanitaire des aliments, problèmes de qualité, questions de normes et de réglementation (Codex Alimentarius) sont des thèmes porteurs.

A33 : Élaborer, adopter et mettre en œuvre un cadre institutionnel et économique favorable au développement du secteur de la transformation

L'activité est à reformuler pour plus de clarification et de précision. Sa capacité d'influence est limitée. Le respect du principe de « subsidiarité » doit être de mise dans l'élaboration des stratégies nationales.

A41 : Approfondir la réflexion sur la problématique d'accès aux denrées alimentaires des groupes vulnérables

L'analyse conclue à la nécessité d'une reformulation des résultats intermédiaires et d'une précision sur la manière et les partenaires associés.

A42 : Appuyer et renforcer les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires

Il a été suggéré de préciser comment et avec qui l'activité sera exécutée.

A43 : Animer le dispositif de veille au niveau régional : RAS

D'une manière générale, il a été noté la confusion qui existait entre le Plan triennal 1999-2001 et le Plan d'Opération 2002, l'insuffisance des ressources humaines notamment au niveau des Unités PREGEC et PRORES et le problème de la pérennité des Dispositifs Nationaux.

☑ RÉVISION DE LA PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS 2002

En guise d'introduction aux travaux de groupe consacrés à la reprogrammation des activités 2002, le facilitateur a soulevé quelques éléments de réflexions dont :

- le fait que nous sommes à un niveau opérationnel ou nous sommes entièrement comptables des activités et résultats ;
- le constat selon lequel les activités de pilotage, de coordination et de gestion absorbent du temps et capacité ;
- la nécessaire prise en compte des recommandations du CTG ;
- l'adaptation des activités aux financements assurés et aux ressources humaines disponibles.

Pour ce qui concerne le Plan d'Opération, il s'est agit de se demander, entre autres, si nous poursuivons une logique organisationnelle ou technique ? Quelle sera la durée (plusieurs années ou une année) ? Pour qui planifier (bailleurs externes ou organes internes, UO, PMSA, Direction,... ? Et enfin si les ressources sont allouées à part ou intégrées ?

Les travaux de groupe ont permis de parvenir à un Plan d'Opération détaillé, consensuel, plus cohérent et plus en phase avec l'approche programme. Cf. copie annexée au présent. Il a été décidé de faire ressortir explicitement les activités de pilotage/coordination/gestion du PMPSA et de déplacer l'activité « appui à l'opérationnalisation du CSSA » inscrit au niveau de toutes les Unités Opérationnelles à la nouvelle activité intitulée « pilotage, coordination et gestion du PMPSA ».

☑ MISE EN COHÉRENCE DE LA NOUVELLE PROGRAMMATION

Par manque de temps, cet exercice n'a pas pu être effectué. Il doit être réalisé à la finalisation du Plan d'Opération par chaque Unité et entre Unité du PMPSA.

☑ APPRÉCIATION DE L'ATELIER ET CLÔTURE

Dans l'ensemble, les participants ont jugé les travaux de l'atelier utiles et satisfaisants. L'atelier a permis, entre autres, d'avoir : (i) une vision plus globale du PMPSA ; (ii) une meilleure clarification, connaissance et compréhension des activités du PO et du PMPSA ; (iii) un consensus sur l'essentiel des activités à réaliser.

Ils ont néanmoins déploré la faible participation du Noyau Central et des partenaires au développement ainsi que l'insuffisance de temps qui n'a pas permis de : (i) mettre en cohérence la nouvelle programmation en l'occurrence ; (ii) rationaliser les budgets ; (iii) établir un tableau de bord.

Il a été convenu de la nécessité de poursuivre les efforts d'ajustement du Plan d'Opération en mettant en adéquation volume de travail/ressources humaines et temps disponibles et celle d'harmoniser le coût des honoraires entre Unités et entre PMP. Le RPMPMSA est chargé d'élaborer un tableau de bord des réunions, missions, ateliers et séminaires prévus et le diffuser au niveau des PMP, PMT, Noyau Central et partenaires au développement.

Enfin, l'importance et la nécessité de promouvoir la concertation et la communication internes ont été réitérées.

5- RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux, les recommandations ci-dessous ont été formulées en vue d'améliorer la qualité (présentation, forme, contenu) des documents de programmation, la cohérence d'ensemble des programmes de travail ainsi que l'efficacité dans la mise en œuvre des dits programmes. Ce sont :

- Reformulation des sous activités (pas des résultat attendus) ;
- Reformulation des résultats (pas de reprise de l'activité, pas seulement la concrétisation de l'activité) ;
- Elaboration de la liste des acronymes dans les documents ;
- Établissement d'un tableau de bord des réunions, rencontres, séminaires, formations, missions, etc. sous forme de matrice.
- Et enfin mieux faire ressortir/préciser les résultats attendus et les activités programmées ;
- Harmoniser/expliquer les symboles ;
- Le résultat d'une activité doit toujours donner une réponse satisfaisante sur la question : pourquoi cette activité doit être réalisée ?

ANNEXES

Schéma de programmation des activités		Activités liées au pilotage, à la coordination et à la gestion du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMP/SA)												Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002		Page 1		
N°	Activité	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon-sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A0	Pilotage, coordination et gestion du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire (PMP/SA)																	
A01	Assurer la coordination et le suivi du PMPSA														DC		5,5	
A 0.1.1	Organiser des réunions mensuelles des Chefs d'Unités	Les réalisations par Unités sont partagées, les contraintes identifiées et des solutions proposées													DC	CU, Expert	PM	Nécessité d'un tableau de bord des réunions, missions, etc le transmettre aux PM et aux partenaires
A 0.1.2	Organiser des réunions trimestrielles de contrôle d'avancement du programme	L'état d'avancement du programme est établi et des mesures correctives sont identifiées et appliquées													DC	CU, Experts, CDG, AT, CTP, CTSA, CICC	2	Compte-rendu des réunions à transmettre au SE, CGPMP pour prise de décision
A 0.1.3	Coordonner l'élaboration des documents de programmation et suivi-évaluation	Le rapport d'activité du trimestre écoulé, un programme de travail et un plan de financement du trimestre suivant sont retenus et transmis													DC		PM	Réunion de juillet axée sur la préparation du CTG 2002
A 0.1.4	Prendre part aux CTG et aux instances statutaires (Conseil de Direction, CRPS, Conseil des Ministres, Sommer des Chefs d'Etats et de Gouvernement)	Absence de duplication dans les activités entre les PMP et PMT													DC	CU, CGPMP, DG	3,5	Dates à fixer préalablement et à respecter

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon-	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
A02	Coordonner la réflexion sur la rationalisation des Relais Nationaux (RN) PMPSA														CGPMP, CU, Experts, AT, CT			
A 0.2.1	Elaborer une note consensuelle d'orientation et de propositions de mesures	Une vision et des mesures consensuelles de rationalisation des relais nationaux PMPSA sont disponibles													DC		PM	Chaque unité participe à la réflexion
A 0.2.2	Soumettre la note au Secrétariat Exécutif pour décision	Des mesures de rationalisation des relais nationaux PMPSA sont soumises au SE et appliquées													DC		PM	Suite du processus à la discrétion du SE
A03	Coordonner les contributions à l'opérationnalisation du CSSA																78,8	Sous la supervision du CT/SA
A 0.3.1	Organiser des ateliers nationaux, régionaux et des missions d'appui des Experts et du PMPSA aux Comités CSSA	Le PMPSA a contribué à l'élaboration des 9 stratégies nationales, d'une stratégie régionale et d'un plan quinquennal de sécurité alimentaire													DC	CU, Experts	30	
A 0.3.2	Fournir une expertise externe aux Comités Nationaux CSSA	Le PMPSA a contribué à l'élaboration des 9 stratégies nationales, d'une stratégie régionale et d'un plan quinquennal de sécurité alimentaire													DC	CT/SA + Consultant	48,8	
A 0.3.3	Contribuer à la rédaction des rapports techniques (d'avancement des travaux, stratégie régionale de SA, programme quinquennal 2003-2007)	Les documents sont disponibles et correspondent aux critères de qualité préétablis													DC	CT/SA + Consultant	PM	
A04	Renforcer les capacités internes																2	
A 0.4.1	Organiser la participation aux formations en méthode avancée de participation, en programmation, suivi-évaluation et en négociation/plaidoyer	Les ateliers du PMP sont facilités par des compétences internes Les documents soumis au CTG reflètent mieux l'approche-programme et les activités sont mieux suivies													RO	PMGRN, CGPMP, RPM, CU, Expert, AT	2	Coût des formations budgétisé par le PMPGRN

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon-	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques Page 3
A 0.4.2	Identifier les besoins en formations individuelles et collectives	Un programme de formation est établi pour 2002-2003													RO		PM	
A 0.4.3	Renforcer les capacités des CNC et des opérateurs économiques sur les accords de l'OMC	Les accords de l'OMC, la problématique du marché régional sont mieux connus et les performances techniques et organisationnelles des CNC sont consolidées													CT/SA	RPMP,SA, UEMOA, CEDEAO, CRAT, MD	PM	Financement spécifique FIDA, éventuellement CTA
A05	Assurer l'échange d'expériences au niveau régional et international																12	
A 0.5.1	Participer à des réunions dans lesquelles l'expertise et l'expérience du CILSS sont nécessaires	Le rôle et la visibilité du CILSS se sont améliorés													DC	CGPMP, RPM	12	Sur la base des instructions du SE
Sous-Total (A0)																	98,3	

Schéma de programmation des activités		Activités liées à la formulation et la mise en œuvre des stratégies et politiques agricoles et alimentaires												Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002		Page 4			
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A1.1	Mettre en place un Observatoire de suivi et d'analyse de politiques agricoles et alimentaires dans les pays du CILSS et leurs voisins																21,2		
A 1.1.1	Organiser une rencontre régionale de lancement de l'Observatoire et de constitution des équipes nationales avec les quatorze pays concernés	Les équipes nationales constituées														DC	RO, Unités nationales de formulation des politiques	16,2	
A 2.1.2	Equiper en logiciel ACCESS les équipes nationales de suivi dans cinq pays	L'Observatoire dispose pour cinq pays : de la grille de suivi et d'analyse des politiques agricoles et alimentaires rempli et de 5 notes de conjoncture produites														RO	CU, CDG	5	

N°	Activité	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques page 5
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A1.2	Animer l'observatoire de suivi et d'analyse de politiques agricoles et alimentaires dans les pays du CILSS et leurs voisins																15,5	
A 1.1.3	Etablir une situation de référence pour les cinq pays non membres de l'UEMOA (Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Tchad)	L'état de la politique agricole des cinq pays non membres de l'UEMOA est connu													RO	CU, CDG, Unités de politiques	12	
A 1.1.4	Etablir l'état de convergence et/ou de divergence des politiques agricoles et alimentaires des pays du CILSS et de leurs voisins	Le degré de rapprochement et/ou de divergence des politiques nationales des pays du CILSS est mis en évidence													DC	RO, CDG, CGPMP, UEMOA, CEDEAO, UMA, CEMAC	3,5	En utilisant les document de l'UEMOA (4 pays), du CSSA, les situations de référence établies sur les 5 autres pays du CILSS et les informations disponibles de la CEDEAO
Sous-Total (A1)																	36,7	

Schéma de programmation des activités		Activités liées à la définition des conditions d'une agriculture durable													Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002		Page 6	
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A2.1	Appuyer l'élaboration et la validation des PIP nationaux															122,7	Recrutement urgent du Chef de l'Unité pour le démarrage des activités, avant le 01/04/02	
A 2.1.1	Mise à la disposition des pays l'expertise technique et le financement pour la finalisation des PIP	Neuf (9) PIP nationaux sont validés et disponibles suite aux ateliers de validation dans les pays													N.X	Ministères chargés de la ressource Eau ONG	15,4	
A 21.2	Elaborer un programme régional d'accompagnement des PIP nationaux	Les prestations du CILSS pour accompagner les PIP sont connues													N. X	CEDEAO WATAC OMVS UASP OIG	4,75	
A 2.1.3	Organiser un atelier régional de validation du programme d'accompagnement des PIP nationaux	Un tableau de bord d'appui du CILSS à la mise en œuvre des PIP est diffusé.													N. X		38,0	
A 2.1.4	Réaliser une étude sur les perspectives de l'élevage en Afrique de l'Ouest et au Tchad	Un diagnostic du secteur de l'élevage est établi et validé au niveau régional													N. X	UICN INSAH UASP CIRDES MA-CILSS UNSO UEMOA	11,25	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques Page 7
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A 2.1.5	Réaliser un bilan diagnostic sur la situation des pêches continentale et maritime en Afrique de l'Ouest et au Tchad	Les connaissances sur la problématique des pêches sont améliorées													N.X	UASP MA-CILSS ADEPA INSAH/CILSS	42,05	
A2.1.6	Elaborer un programme régional sur la gestion intégrée de la fertilité des sols	Un (1) cadre d'orientation des interventions et un (1) plan d'action régional sur la gestion intégrée de la fertilité des sols est disponible													N.X	IFDC PADLOS CICC PROCELOS INSAH/CILSS	11,25	
A2.2	Diffuser et valoriser les études sur le crédit /épargne																11	
A 2.2.1	Editer, Publier et diffuser les actes de la Rencontre régionale sur le crédit/épargne rural	Les actes de la Rencontre sont disponibles au niveau des acteurs nationaux													N.X	CICC FERAP	2,0	Terminer et transférer le dossier vers les pays
A 2.2.2	Appuyer les Etats dans l'organisation des débats nationaux sur le crédit/épargne rural	Au moins trois (3) pays utilisent les résultats de la Rencontre régionale													N.X	Pays CICC	9,0	
Sous-Total (A2)																	133,7	

Schéma de programmation des activités		Activités liées à l'amélioration du fonctionnement des marchés des produits agricoles aux niveaux national et régional												Période: 01/03/2002 au 31/12/2002 Date: 28/02/2002		Page 8		
N°	Activité	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon-sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A3.1	Mettre en place l'Observatoire des pratiques anormales relatives aux échanges des produits agricoles sur 5 axes routiers															74		
A 3.1.0	Etablir une situation de référence des pratiques anormales	L'impact des pratiques anormales sur les économies nationales et les filières est connu													DC	RO, MD, Consultants	PM/ USAID	Financement spécifique USAID à confirmer
A 3.1.1	Recruter le bureau d'études chargé de la supervision de la collecte et de l'analyse des données	Les compétences de l'expertise requise sont disponibles													DC	REAO, CRS, UEMOA, CEDEAO, RO	15	
A 3.1.2	Suivre l'élaboration des outils de collecte, d'analyse et de suivi des informations et données	Fiche d'enquête, base de données et canevas de rapport disponibles													RO	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	PM	
A 3.1.3	Contribuer à l'identification et à la formation des enquêteurs (transporteurs, chauffeurs et convoyeurs)	un réseau d'enquêteurs est formé et disponible													RO	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	33,2	
A3.1.4	Collecter et traiter les données et produire un premier rapport trimestriel avant fin 2002	Des rapports mensuels et un premier rapport trimestriel fiable et explicatifs de la situation des entraves à la promotion et à la fluidité des échanges sont disponibles													DC	Consultants, CU, MD, UEMOA, CEDEAO, REAO	25,8	

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques Page 9
A3.2	Appui à la mise en place et au fonctionnement des Bourses Nationale de Fret (Burkina Faso, Niger, Sénégal, Togo) et à Afrique verte dans l'organisation de la Bourse Régionale Céréalière																8,5	Développer le partenariat avec l'UACC/Douala
A 3.2.1	Appui conseil à la Bourse Nationale de Fret (BNF) et formation des enquêteurs des zones de fret	La BNF du Burkina opérationnelle : 36 bulletins hebdomadaires disponibles et diffusés auprès des membres													RO	CU, CC, CNC, UACC	1,5	
A 3.2.2	Appui à la mise en place de la BNF au Niger, au Sénégal et au Togo (conseil et animation des réunions constitutives et de suivi)	Les BNF du Niger, du Sénégal et du Togo sont constituées (structures membres et hôte identifiées, document de base disponible, production des premiers bulletins)													RO	CYU, CC, CNC, UACC	4,5	
A3.2.3	Apporter des informations et un appui technique à l'organisation de la bourse régionale céréalière	Le nombre de participants et les quantités échangées ont augmenté													MD	RO, DC, AMK, UDL, Afrique Verte	2,5	
A3.3	Appuyer l'élaboration et suivre les plans d'actions de réduction des entraves																55	
A 3.3.1	Organiser les 3 réunions de suivi-bilan de la mise en œuvre des plans d'actions dans les SEC et SEO (2 réunions sous-régionales et une de concertation bi-pays)	Un bilan de la réduction des entraves est établi pour chaque sous-espace (carte routière disponible) : Apaisement des contentieux (entre forces de l'ordre) préjudiciables à la fluidité des échanges des produits agricoles													DC	RO, CNC, SP / CONACILSS, MD	45	
A 3.3.2	Effectuer des missions préparatoires de prises de contact (Tchad, Nigeria, Cameroun, Bénin) et organiser un atelier sous-régional de préparation d'un plan d'action de réduction des entraves dans le Sous Espace Est (SEE)	Un ébauche de plan d'actions sous-régional de réduction des entraves disponible													RO	DC, CNC, SP / CONACILSS, MD	10	

N°	Activité	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques page10
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
A3.3	Poursuivre et clôturer la mise en œuvre du Projet Marchés Frontaliers (PMF)																PM	Financement spécifique CFC mobilisé
A 3.3.1	Réaliser, réceptionner les giftes d'étapes au Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger et Nigeria	Le bétail arrive en meilleur état et à sa destination finale															PM	
A 3.3.2	Réaliser des sessions de formation, des voyages d'études, d'échanges d'expériences et recherche de partenariat des acteurs de la filière bétail-viande	Les capacités des acteurs de la filière bétail-viande sont améliorées															PM	
Sous-Total (A3)																	137,5	

Schéma de programmation des activités			Activités liées à la consommation et la transformation des produits agroalimentaires													Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002		Page 11	
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A4.1	Transférer les acquis de PROCELOS															45,7			
A 4.1.1	Fournir un appui technique et financier aux RNP	Les RNP sont autonomes du CILSS pour le financement de leur fonctionnement														Diouf	Pays ONG	30,0	Statut juridique approprié et des relations de partenariat favorables
		Chaque RNP dispose d'une (1) maquette de bulletin Agroalimentaire et a engagé la recherche de financement														Farouk	CICC RNP	p.m.	
A 4.1.2	Organiser une rencontre de partage des expériences réussies entre RNP	Les RNP disposent d'outils et d'expériences pour améliorer leurs capacités d'intervention														Diouf	RNP CONACILSS PMP/SA	15,7	
A4.2	Appuyer l'amélioration de la qualité des produits transformés																	9,5	
A 4.2.1	Informier et conseiller les RNP sur les possibilités de commandes groupées d'emballages	Les conditions d'approvisionnement en emballage sont améliorées par des opérations tests dans deux (2) pays														Diouf	RNP ONG Centre Agro Entreprise (Mali) Agro-Africa	1,0	Le choix définitif des pays sera fait en avril
A 4.2.2	Acquérir et exploiter un logiciel pour l'étiquetage	L'information nutritionnelle par l'étiquetage est améliorée dans deux (2) pays														Diouf	CDG /CILSS CICC /CILSS Service Informatique du CILSS RNP	2,5	Le logiciel sera installé est testé à la Coordination Régionale de l'Unité au Burkina Faso puis installé dans trois autres pays à choisir

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques		
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D						
A 4.2.3	Organiser une rencontre technique de validation du projet de Plan d'action pour la Gestion de la Qualité des produits transformés	Un consensus sur le Plan d'action entre le CILSS et les autres acteurs est trouvé Un accord de principe pour la mise en place d'une structure sous-régionale de concertation est trouvé															Diouf	UEMOA ONUDI FAO ONG FERAP	6,0	La rencontre regroupera quelques personnes ressources et partenaires techniques potentiels
A4.3	Appuyer l'organisation professionnelle des acteurs de la transformation																		3,8	
A 4.3.1	Appuyer l'organisation de réunions de concertation nationales	Des associations représentatives d'acteurs sont créées ou renforcées dans tous les pays															Diouf	FERAP ONG UDL RNP	3,8	Information et Sensibilisation préalables des intéressés. La création d'autres associations, en plus de celles qui existent permettra d'avoir une organisation sous-régionale assez représentative

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A4.4	Contribuer à la diversification et au développement du marché des produits transformés															8			
A 4.4.1	Assurer le suivi des résultats des voyages d'étude	Un comité sous-régional de suivi est fonctionnel. Des relations de partenariat commercial sont établies.														Diouf RNP FERAP CONACILSS TMG/USAID CICC	PM		
A 4.4.2	Informier et conseiller les RNP pour la promotion des produits locaux (foires, salons...)	Des nouvelles relations de partenariat sont établies et les produits du Sahel sont mieux connus.														Diouf RNP PMP/SA CICC	4,5		
A 4.4.3	Participer à des manifestations sous-régionales ou régionales	Les produits transformés du Sahel sont mieux connus Les réalisations du CILSS sont plus visibles.														Rasmané Ouédraogo CICC SE Diouf	3,5		
Sous-Total (A4)																		67	

Page 13

Schéma de programmation des activités			Activités liées à l'amélioration et au renforcement des mécanismes de prévention et capacités de gestion des crises alimentaires au Sahel												Période: 01/2002 - 12/2002 Date: 27/02/2002		Page 14		
N°	Activité Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res-pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A51	Améliorer les outils relatifs à la prévention et la gestion des crises alimentaires																12,725	Recrutement nécessaire d'un 2 ^{ème} cadre pour l'unité afin de conduire toutes les activités programmées	
A 5.1.1	Organiser les ateliers (2) de validation des études sur les contraintes de sécurité alimentaire, particulièrement dans les zones pastorales (Niger et Mauritanie)	Un répertoire d'indicateurs d'analyse de la vulnérabilité structurelle, particulièrement en zones pastorales est disponible														A.M.K.	PMI/CILSS FEWS PAM ONG FAO Association d'éleveurs	2,725	
A 5.1.2	Réaliser deux (2) études (Mali, Tchad) sur les contraintes d'approvisionnement et d'accès des populations dans les zones déficitaires, à partir des excédents nationaux	L'expérience des deux (2) études est disponible pour renforcer les stratégies d'intervention au niveau régional														A.M.K.	PMI/CILSS FEWS PAM FAO ONG	10,0	Il sera recruté deux consultants pour mener ensemble l'étude dans les pays

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques		
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D						
A 5.1.3	Organiser un atelier régional de traitement et de diffusion de l'information sur la sécurité alimentaire	Les informations produites par les dispositifs de veille sont mieux diffusées par la presse														Farouk	PMP/SA/CILSS PMI/CILSS	PM	L'atelier sera co-financé par le PMP/SA, le PMI et la CICC Participants : - journalistes - points focaux PMP/SA, PMI	
A5.2	Appuyer et renforcer les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires																	18,55		
A 5.2.1	Appuyer les dispositifs nationaux dans l'évaluation des catastrophes	Des types d'intervention adéquats sont recommandés dans les zones touchées															A.M.K.	Dispositif PMP/SA FEWS FAO PAM	7,45	Un Appui ponctuel sera apporté aux dispositifs nationaux dans le cadre du suivi des zones vulnérables à la demande des pays
A 5.2.2	Evaluer les besoins d'assistance aux populations vulnérables (récoltes 2001 – 2002) et suivre les zones à risque pendant la soudure 2002	Les programmes d'intervention (aide urgente, ouverture des marchés, petits projets) sont bien définis avec tous les acteurs															A.M.K.	FEWS FAO PAM PMI/CILSS	5,5	
A 5.2.3	Organiser et participer à la réflexion sur l'analyse de la vulnérabilité	Les méthodes d'identification et d'analyse des zones et groupes vulnérables sont harmoniser															A.M.K.	FEWS FAO PAM MIFRAC UE USAID ONG PMI/CILSS	5,6	L'organisation d'un atelier de transfert aux dispositifs nationaux est prévu suite à la disponibilité de la méthode harmonisée

Page 15

N°	Activités Sous activités	Résultat direct (des sous activités)	Cadre temporel												Res- pon- sable	Acteurs associés à la mise en oeuvre	Coût million FCFA	Remarques	
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D					
A5.3	Animer le dispositif de veille régional															62,15			
A 5.3.1	Organiser trois (3) réunions régionales sur le Suivi / Evaluation de la situation agricole et alimentaire	Des avis sont publiés et diffusés sur la situation agricole et alimentaire dans le Sahel														A.M.K. Pays PMI/CILSS FAO FEWS PAM Donateurs CICC ONG	55,0		
A 5.3.2	Organiser et participer à la réunion annuelle du Réseau de Prévention des crises alimentaires	La coordination entre les acteurs est mieux articulée														SE PMPSA	Club Sahel Partenaires au développement	4,95	
A 5.3.3	Participer aux réunions / séminaires des partenaires	Meilleure coordination avec les partenaires														A.M.K. PMPSA	PMPSA	2,2	
Sous-Total (A5)																		93,425	
TOTAL GENERAL																		566,625	

LISTE DES PARTICIPANTS



CILSS
Braoussala BLAMSIA Conseiller en Planification
Dramane COULIBALY Responsable PMPSA
Mamadou DIOUF Chef Unité PROCELOS
Rasmané OUEDRAOGO Expert en Commerce régional USPA
Amadou Mactar KONATE Chef Unité PREGEC p.i
Bertrand ZIDA Responsable UASP
Elie PARE Responsable du Centre de Gestion
MISSION ALLEMANDE /CILSS
Hermann GRELL Chef de Projet
Mélanie GNANOU Assistante Technique
MIFRAC
Thierry THURIET Coordonnateur
ACDI
Benoît OUEDRAOGO Agent de Suivi
COMMISSION EUROPEENNE
Carine TARGE Chargée de Mission